



# BULLETIN OFFICIEL DES ACTES de Voies navigables de France



Année 2016 N°12  
11 mars 2016

- Arrêté n° 201601001 du 7 mars 2016 fixant la liste des postes éligibles à une nouvelle bonification indiciaire au titre des 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> tranche du protocole DURAFOUR au sein de l'établissement voies navigables de France

P 2

*Le bulletin officiel de Voies navigables de France comporte les textes émis par l'établissement public et intéressant les usagers de la voie d'eau.*

*Il est possible de l'obtenir à titre gratuit et sur simple demande, soit au numéro, soit en s'abonnant. Toute demande doit être adressée à la division Gouvernance et Sécurité Défense du siège de l'établissement, 175, rue Ludovic Boutleux- CS. 30820 - 62408 BETHUNE Cedex*

**ARRETE N°201601001 FIXANT LA LISTE DES POSTES ELLIGIBLES A UNE NOUVELLE BONIFICATION INDICIAIRE AU TITRE DES 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> TRANCHE DU PROTOCOLE DURAFOUR AU SEIN DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC ADMINISTRATIF VOIES NAVIGABLES DE FRANCE**

Le Directeur général de Voies navigables de France

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu la loi n° 91-1073 du 18 janvier 1991 portant dispositions relatives à la santé publique et aux assurances sociales, et notamment son article 27,

Vu la loi n° 2012-77 du 24 janvier 2012 relative à Voies navigables de France,

Vu le décret n° 91-1067 du 14 octobre 1991 modifié portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels du Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de l'Espace,

Vu le décret n° 2001- 1161 du 7 décembre 2001 portant déconcentration de décisions relatives à l'attribution de la nouvelle bonification indiciaire dans les services du Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement,

Vu le décret n° 2012-1491 du 27 décembre 2012 portant délégation de pouvoir en matière de recrutement et de gestion des personnels relevant du ministre chargé des transports affectés à Voies navigables de France,

Vu le décret 2013-1041 du 20 novembre 2013 autorisant le ministre chargé du développement durable à déléguer certains de ses pouvoirs de recrutement et de gestion d'agents placés sous son autorité,

Vu l'arrêté du 7 décembre 2001 portant délégation du pouvoir en matière d'attribution de la nouvelle bonification indiciaire dans les services du Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement,

Vu l'arrêté du 30 mars 2009 portant répartition de l'enveloppe de nouvelle bonification indiciaire dans certains services déconcentrés, dans certains services techniques et dans certains services à compétence nationale, du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire au titre des 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> tranches de la mise en œuvre du Protocole Durafour,

Vu l'arrêté du 15 décembre 2009 modifié portant répartition de l'enveloppe de nouvelle bonification indiciaire dans certains services déconcentrés, dans certains services techniques et dans certains services à compétence nationale du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, au titre des 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> tranches de la mise en œuvre du protocole Durafour ,

175 rue Ludovic Boutleux- CS 30820- 62408 Béthune  
T. +33 (0)3 21 63 24 24 F. +33 (0)3 21 63 24 42 www.vnf.fr

Vu l'arrêté du 26 mars 2013 modifiant l'arrêté du 15 décembre 2009 portant répartition de l'enveloppe de nouvelle bonification indiciaire dans certains services déconcentrés, dans certains services techniques et dans certains services à compétence nationale du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, au titre des 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> tranches de la mise en œuvre du protocole Durafour,

Vu l'arrêté du 2 janvier 2013 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels relevant du ministre chargé des transports affectés à l'établissement public Voies navigables de France,

Vu l'arrêté du 2 janvier 2013 modifié portant délégation de pouvoirs en matière de recrutement et de gestion des membres du corps des adjoints administratifs des administrations de l'état et du corps des dessinateurs relevant du ministre chargé des transports affectés à Voies navigables de France,

Vu l'arrêté du 20 novembre 2013 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des membres du corps des adjoints administratifs des administrations de l'Etat du ministère chargé du développement durable,

Vu l'arrêté du 20 novembre 2013 portant délégation de pouvoirs du ministre chargé du développement durable en matière de gestion des agents placés sous son autorité,

Vu l'arrêté du directeur général de Voies navigables de France n° 201501005 en date du 17 décembre 2015 portant la liste des postes éligibles au titre des 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> tranche de l'enveloppe Durafour à l'établissement public Voies navigables de France,

Vu l'avis du comité technique unique de la formation des agents de droit public du 11 février 2016,

## **ARRETE**

### Article 1<sup>er</sup> :

L'arrêté n° 201501005 est modifié et remplacé par le présent arrêté. La liste des postes éligibles au titre des 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> tranches de l'enveloppe DURAFour est jointe en annexe au présent arrêté.

### Article 2 :

Le Directeur Général de Voies navigables de France est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au bulletin officiel.

Béthune, le 7 mars 2015

**Signé**

**Le Directeur général**

## Annexe d'arrêté N°201601001

CATEGORIE A : 17 postes - 436 points			
Fonction	DT	nombre de points	DATE D EFFET
Chef du pôle ressources humaines	Nord-Est	28	1er janvier 2016
Chef de l'unité valorisation développement	Nord-Est	10	1er janvier 2014
Chargé de mission qualité et maîtrise d'ouvrage	Nord-Est	10	1er janvier 2014
Chargé de mission qualité environnement, responsable du SME	Nord-Est	10	1er janvier 2014
Chef de l'unité programmation	Nord-Est	28	1er janvier 2016
Adjointe à la Secrétaire Générale chargée des politiques d'administration générale	Nord-Pas-de-Calais	31	1er janvier 2016
Responsable de la cellule des ressources humaines et des compétences	Nord-Pas-de-Calais	28	1er janvier 2016
Secrétaire Général	Nord-Pas-de-Calais	34	1er janvier 2016
Adjoint au secrétaire général - Responsable des ressources humaines	Rhône-Saône	31	1er janvier 2016
Responsable du bureau commande publique	Rhône-Saône	30	1er janvier 2014
Chef de la subdivision Exploitation - UTI Canaux de Picardie et de Champagne Ardenne	Bassin de la Seine	28	1er janvier 2016
Responsable des Affaires Juridiques et du Contentieux	Bassin de la Seine	28	1er janvier 2016
Responsable de l'unité territoriale Canal de la Sarre	Strasbourg	28	1er janvier 2016
Chef du bureau Budget et commande publique au S.G.	Sud Ouest	28	1er janvier 2016
Chef du bureau Affaires Juridiques et Contentieux à l'ADVE	Sud Ouest	28	1er janvier 2016
Responsable de la cellule Ressources Humaines	Strasbourg	28	1er janvier 2016
Responsable du bureau des ressources humaines et de la formation	Sud Ouest	28	1er janvier 2016
CATEGORIE B : 22 postes - 330 points			DATE D EFFET
Chef du bureau des Affaires Générales / AEME	Nord-Est	15	1er janvier 2014
Chef du pôle administratif / UTI CMR Est	Nord-Est	15	1er janvier 2014
Chef du bureau des Affaires Générales / AEGT	Nord-Est	15	1er avril 2014
Chef de l'unité ressources humaines de proximité	Nord-Est	15	1er janvier 2014
Chargé de programmation	Nord-Est	15	1er janvier 2014
Chef d'unité programmation et gestion financière - SMO	Nord-Pas-de-Calais	15	1er janvier 2014
Chef d'unité moyens généraux/logistique	Nord-Pas-de-Calais	15	1er janvier 2014
Adjointe au chef de cellule GRHC	Nord-Pas-de-Calais	15	1er janvier 2014
Responsable du pôle administratif et financier-GRHC	Nord-Pas-de-Calais	15	1er mai 2014
Responsable du CRCE	Nord-Pas-de-Calais	15	1er janvier 2016
Responsable du bureau comptabilité	Rhône-Saône	15	1er janvier 2016
Adjoint au responsable de la subdivision de Dole	Rhône-Saône	15	1er janvier 2014
Responsable du bureau du personnel et des affaires transversales	Bassin de la Seine	15	1er janvier 2015
Adjointe au chef du bureau des affaires générales et Chef du Pôle Ressources Humaines de l'UTI Seine Nord	Bassin de la Seine	15	1er janvier 2015
Responsable du pôle "comptabilité centrale"	Bassin de la Seine	15	1er janvier 2015
Responsable du bureau de la Commande publique	Bassin de la Seine	15	1er mars 2015
Responsable du bureau administratif du SIRM	Strasbourg	15	1er janvier 2014
Adjointe au responsable du bureau des ressources humaines	Rhône-Saône	15	1er décembre 2014
Responsable de l'unité Ressources Humaines, pilotage et coordination	Centre Bourgogne	15	1er septembre 2015
Adjointe au chef de subdivision à Briare	Centre Bourgogne	15	1er janvier 2014 au 29/02/2016
Responsable du pôle ressources Humaines, marchés, programmation et gestion budgétaire à la DOSS	Centre Bourgogne	15	1er mars 2016
Adjointe au chef de subdivision à Corbigny	Centre Bourgogne	15	1er janvier 2014
Responsable des ressources humaines au sein de l'UTI Canaux de Picardie Champagne Ardenne	Bassin de la Seine	15	1er septembre 2015
CATEGORIE C : 11 postes - 110 points			
Secrétariat - Communication SG	Centre Bourgogne	10	1er janvier 2014
Assistante de direction	Centre Bourgogne	10	1er janvier 2014
Adjointe à la responsable de l'unité ressources humaines, pilotage, coordination	Centre Bourgogne	10	1er janvier 2016
Assistante de direction	Nord-Est	10	1er janvier 2014
Assistante de direction	Nord-Est	10	1er janvier 2014
Assistante de direction	Nord-Pas-de-Calais	10	1er janvier 2014
Assistante de direction	Nord-Pas-de-Calais	10	1er janvier 2014
Secrétaire de la Direction	Rhône-Saône	10	9 décembre 2013
Comptable au Pôle logistique du SG	Sud Ouest	10	1er janvier 2014
Assistante Du directeur général	Direction	10	1er janvier 2014
Assistante de direction (secrétaire général)	Strasbourg	10	1er décembre 2014